

Programme des Nations Unies pour le Développement

Madagascar

Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)

Rapport Trimestriel de progrès au 30 juin 2017

Award ID : 00097148

Durée du projet : septembre 2016 - décembre 2018

Effet UNDAF : Effet 2 - Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

Produit CPD : Résultat 1 - Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace, résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Résultat 2 - Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Résultat pertinent du plan stratégique du PNUD : Effet 2 - Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Effet 3 - Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base

Total Budget : 3 000 000 USD (dont PNUD 1 500 000 USD)

Liste de distribution aux parties prenantes

1. Général Fidy Mpanjato RAKOTONARIVO, Président du CTO-RSS et Directeur du Cabinet Militaire de la Primature
2. Amina Ahmed COURONNE, Secrétaire Exécutive du CTO-RSS
3. Contre-Amiral Marie Jean Lucien RAKOTOARISO, Directeur de Cabinet du Ministère de la Défense Nationale
4. Général Raherisolofo MAMY, Directeur en Charge de l'Ethique et de la Déontologie du Ministère de la Défense Nationale
5. Jean Rostand RABIALAHY, Directeur de Cabinet du Ministère de la Sécurité Publique et Membre du CTO-RSS
6. Général Solofonirina Maherizo ANDRIAMANANA, Directeur de la Communication et Relations Extérieures du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie
7. Hanitriniaina BELALAHY, Directeur des Droits Humains et des Relations Internationales du Ministère de la Justice
8. Nirinamihamina Ramelson RAMANANTSOA, Directeur des Programmes et du Suivi-Evaluation du Ministère de la Justice
9. Marie Francine KIDJA, Directeur Général de la Promotion de la Femme du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
10. Mandimby RAKOTOARISON, Directeur de l'Appui à la Prévention et au Maintien de l'Ordre et de la Sécurité Publics du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
11. Johan Andria RAMANDIMBISON, Directeur des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
12. Hantavololona RAMAHAZOSOA, Agent Diplomatique et Consulaire, Service des Affaires Politiques et Sécuritaires, Direction des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
13. Anthony RANDRIANJAFISOLO, Assemblée Nationale
14. Jacques Yves Richard RAKOTOMALALA, Sénat
15. Seth ANDRIAMAROHASINA, Commissaire à la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
16. Oana MIHAI, Coordinatrice du Secrétariat Technique du Fonds pour la Consolidation de la Paix
17. Serzhino BIHARISOA, Chargé de Programme, Fonds pour la Consolidation de la Paix
18. Jean-Didier MISSILOU, Conseiller Politique Principal, Union Africaine

RAPPORT TRIMESTRIEL janvier – juin 2017 (1^{er} et 2^e trimestre 2017)

Mise en œuvre de produits du CPD

Output 1 du CPD : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Indicateur 1.2 : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

- Baseline 2016 : 0
- Cible cumulée de l'année (2017) : 5
- Réalisation cumulée : 0 (0%)
- Etat d'avancement :
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour troisième trimestre 2017 (sécurité communautaire et police de proximité)

Output 2 du CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

- Baseline (2016) : 0
- Cible de l'année (2017) : 2
- Réalisation cumulée : 1 (50%)
- Etat d'avancement : Appui technique a été fourni lors de la retraite du CTO-RSS pour la finalisation (suite aux ateliers de planification tenus en octobre) des plans d'actions des 8 piliers de la RSS en octobre 2016. Subséquemment, le projet a appuyé le CTO-RSS dans la finalisation des plans d'actions des 8 piliers de la RSS et la consolidation d'un cadre stratégique globale de la RSS (d'octobre 2016 jusqu'à juin 2017), et l'élaboration d'un projet de structure de la nouvelle structure de coordination de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar (juin 2017). Lorsque les plans et la structure seront validés par le gouvernement et entérinés par le Président de la République, il est prévu que le CTO-RSS sera dissolu et le nouvel organe national crée et opérationnalisé pour coordonner la mise en œuvre de la RSS à Madagascar. En consultation avec le CTO-RSS, les besoins en question de matériels et équipements du CTO-RSS (ou son successeur) ont été identifiés en mars 2017. Les équipements ICT (ordinateurs, imprimantes, onduleurs, vidéoprojecteur, écran de projection, pointeurs laser, etc.) et matériels bureautiques (tables et chaises de bureau et de conférence, armoires de rangement, chevalets de conférence, etc.) ont été procurés et la dotation sera réalisée lors de l'établissement de la nouvelle structure de coordination de la RSS à Madagascar pour la munir dès le début des équipements nécessaires à son bon fonctionnement.
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant : Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décalage et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie que les interlocuteurs actuels du projet pourront être remplacés en partie ou complètement dans les mois à venir. L'appui technique

prévu pour l'organe national de coordination de la RSS est en attente de cette transition et de l'entrée en fonction du nouvel organe.

Indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

- Baseline (2016) : 0
- Cible de l'année (2017) : 1
- Réalisation cumulée : 0 (0%)
- Etat d'avancement :
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour troisième trimestre 2017 (sécurité communautaire, dialogue entre FDS et population)

Mise en œuvre de produits du Plan stratégique

Outcome 2 du plan stratégique : Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Produit 2.4: Cadres et processus de dialogue lancés pour permettre l'engagement efficace et transparent de la société civile au développement national

Indicateur 2.4.1.A.1.1.: Extent to which women's groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible annuelle : 4=Largely
- Valeur actuelle :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour troisième trimestre 2017 (promotion de l'intégration des femmes aux FDS)

Indicateur 2.4.1.A.2.1.: Extent to which youth groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible annuelle : 4=Largely
- Valeur actuelle :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour troisième trimestre 2017 (dialogue entre FDS et population, en particulier les organisations de femmes et de jeunes)

Outcome 3 du plan stratégique : Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base

Produit 3.5. Les communautés sont dotées des moyens nécessaires pour, et les institutions du secteur de la sécurité en sont capables, améliorer la sécurité pour les citoyens et faire reculer la violence armée

Indicateur 3.5.1.A.1.1.: Extent to which capacities of the security sector for governance were improved

- Baseline :
- Cible annuelle :



- Valeur actuelle:
- Observations importantes le cas échéant : L'étude sur les besoins de sécurité du pays est en cours (début en mi-juin 2017, rencontres bilatérales avec les acteurs clés au niveau central en cours, consultations en groupe à Antananarivo et en province (Boeny et Anosy) prévues pour mi-juillet, atelier de restitution des constats préliminaires prévu pour 21 juillet). L'étude s'appuie sur les résultats des consultations et analyses déjà menées et est en train de mener une collecte d'informations supplémentaires pour compléter le tableau des besoins qui guidera ultérieurement l'élaboration des plans opérationnels des Forces de Défense et de Sécurité ainsi que le développement d'une vision nationale de sécurité.

Indicateur 3.5.1.A.1.2.: Extent to which capacities of the security sector for oversight were improved

- Baseline :
- Cible annuelle :
- Valeur actuelle:
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour troisième trimestre 2017 (parlement, contrôle d'armes)

Prise en compte du genre

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes et d'une meilleure considération des besoins spécifiques liés au genre.

Le projet comprend des activités focalisées spécifiquement sur l'inclusion et promotion des femmes dans les FDS (activités prévues pour troisième trimestre 2017, y compris appui à la réforme des critères de recrutement, proposition de politiques de ressources humaines respectueuses de la famille et élaboration de lignes directrices relatives aux infrastructures). En plus, dans les analyses et consultations le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et à la désagrégation de l'information et des données selon sexe.

Point sur le renforcement des capacités nationales

Le projet met un accent sur le renforcement des capacités des parties prenantes nationales (spécialement l'organe de coordination de la RSS, les FDS et leurs ministères de tutelle) et prévoit une série de formations et d'ateliers (police de proximité, contrôle et gestion d'armes, sécurité communautaire), de l'appui technique et stratégique (élaboration de documents et plans stratégiques) et la dotation de matériels (matériels de communication, ICT et bureautiques, infrastructures adaptés aux besoins basés sur le genre, équipements pour modernisation de la gestion des armes) à cet effet.

Point sur la coopération sud-sud

Dans les activités pertinentes, référence est faite à de bonnes pratiques et des exemples d'autres pays du Sud et la facilitation d'échanges avec des experts et contreparties provenant de ou avec expérience dans les pays en voie de développement est favorisée.

A titre d'exemple, l'étude sur les besoins de sécurité a été confiée à une équipe d'un consultant national et d'un consultant international d'origine tchadienne expert en appui à la RSS dans différents pays africains, y compris Madagascar.

Principaux problèmes rencontrés et solutions adoptées ou proposées

Un facteur de décalage a été le temps nécessaire pour déterminer la modalité de mise en œuvre (délai pour obtenir l'autorisation DIM) et recruter le personnel de projet. Le problème a été résolu entre temps.

L'imprégnation et appropriation limitée de certaines institutions nationales a comporté un retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale, mais désormais tous les points focaux sont nommés et connaissent le projet. Une manque de communication interne des objectifs et avancements du projet par certains points focaux à leurs supérieurs hiérarchiques a été constatée, et des mesures prises, y compris le plaidoyer auprès des points focaux d'activerment communiquer sur le projet auprès de leurs institutions, ainsi que des rencontres d'information et de sensibilisation menées par le CTO-RSS et l'équipe du projet.

Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décalage et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie que certains des interlocuteurs actuels du projet pourront être remplacés en partie ou complètement dans les mois à venir. L'appui technique prévu pour l'organe national de coordination de la RSS est en attente de cette transition et de l'entrée en fonction du nouvel organe. Le projet compte donc encourager et appuyer la mise en place de l'organe de coordination définitif et est prêt à fournir une imprégnation sur le projet dès que tel organe sera en place.

Le principal organisme mandaté de valider une stratégie de la sécurité nationale à Madagascar est le Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN), organe créé en début de 2017, mais qui jusqu'à présent reste non-opérationnel, en attente de la nomination des membres de son Secrétariat Permanent. Ainsi, l'activité de base du volet stratégique du projet (étude sur les besoins de sécurité, premier pas envers l'appui à l'élaboration d'une vision nationale de sécurité) a été initiée, mais les activités de suite devront attendre l'opérationnalisation de cet organe.

En vue du rallongement dans l'avancement de la planification et mise en place des structures pérennes principales de la coordination de la RSS, le projet se voit souvent confronté à la perception par certaines parties nationales de deux processus de RSS parallèles et à deux vitesses. A cette perception s'ajoute le décalage entre la pression auprès du PNUD et par le bailleur (PBF) de rattraper le retard initial de mise en œuvre du projet et de respecter les délais prévus dans le document de projet, et la demande de la partie nationale de décaler certaines activités en attente de l'avancement des démarches au niveau des organes nationaux.

Perspectives pour le prochain trimestre

- Doter le nouvel organe national de coordination de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar en matériels informatiques et bureautiques ;
- Réaliser un atelier de renforcement de capacités pour les membres de l'organe national de coordination de la RSS s'il est en place ;
- Initier l'élaboration de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Réaliser des ateliers de sensibilisation des parties prenantes de la RSS sur leur rôle dans le processus de la RSS;



- Développer des matériels de sensibilisation sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Finaliser et divulguer l'étude sur les besoins de sécurité du pays ;
- Finaliser le rapport de l'évaluation de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils à Madagascar et conceptualiser les activités d'appui technique recommandées par l'évaluation ;
- Initier une enquête sur l'accès des civils aux armes légères ;
- Recruter consultant/e pour mener une évaluation des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire ;
- Lancer le recrutement de consultant/e pour revoir les critères de recrutement auprès des FDS, proposer des politiques de ressources humaines respectueuses de la famille, et revoir les plans d'infrastructures pour proposer des adaptations ;
- Lancer le recrutement de consultant/e pour sensibiliser sur le concept de « police de proximité » et adapter les modules de formation pertinents ;
- Initier les activités d'appui technique au renforcement du contrôle et de la gestion des armes détenues par les FDS et les civils ;
- Réaliser des ateliers de renforcement de capacités pour les Parlementaires et le personnel de l'Assemblée Nationale et du Sénat ;
- Organiser des sessions de dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations de femmes et de jeunes)

RAPPORT TRIMESTRIEL SUR LES PROGRES

Business Unit : MDG10

Award ID : 000097148

Titre du Projet /Programme : Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)

Partenaire de mise en œuvre : PNUD, OIM, UNICEF, HCDH, UNFPA

Date de début du projet : septembre 2017 Date de fin du projet: décembre 2018

Période du rapport Du : 1 janvier 2017 au 30 juin 2017

Budget total du projet/programme (USD): 3 000 000 (dont PNUD 1 500 000) Taux de décaissement cumulé (en %): 14% (PNUD)

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Stratégique	août 2016	Réticence à la mise en œuvre de certaines activités sensibles	Juin 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Ancrage des activités proposées grâce au partenariat solide des cinq agences avec la partie nationale et aux consultations qui ont précédé la rédaction du projet et la préparation des activités - Prévision par le projet de certaines séances de sensibilisation qui devraient aider à surmonter les réticences 	Non	Chargé de Programme

	Août 2016	Conséquences néfastes potentielles liées à la conception et à la mise en œuvre du projet	Juin 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Le comité de projet fournit un cadre pour discuter, anticiper les possibles divergences et s'accorder sur les solutions appropriées - Le projet adopte l'approche « do no harm ». Le comité de projet veille sur la mise en œuvre des activités et a fonction d'« alerte » : si une activité semble pouvoir créer des conflits, elle sera immédiatement revue de façon participative 	Non	Chargé de Programme, Comité de Projet
Août 2016		Retard de la promulgation du décret de nomination officielle des membres de la CNIDH UPDATE : Membres de la CNIDH ont été nommés	Juin 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Actions de plaidoyer pour l'accélération du processus ont appuyé la promulgation des membres et mise en place de la CNIDH 	Non	Chargé de Programme
Janvier 2017		Retard de la promulgation du décret de création du nouvel organe de planification de la RSS	Juin 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus - D'autres volets d'actions planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités - Les actions de promotion du mandat et du rôle de l'organe de coordination et de mise en œuvre de la RSS pourront être mises en œuvre sans attendre la nomination officielle 	Non	Chargé de Programme

	Janvier 2017	Retard de la mise en place du nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale UPDATE : Membres du HCDN nommés, mais en attente de la nomination des membres du Secrétariat Permanent	Juin 2017	- Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus - D'autres volets d'actions seront planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités	Non	Chargé de Programme
Politique	Août 2016	Instabilité politique et rotations du personnel de la partie nationale qui pourrait retarder la mise en œuvre	Juin 2017	- Etablissement de liens avec les techniciens des institutions, moins sujets aux rotations - Diversification des partenaires - Réunions périodiques et d'introduction lors des nominations de nouveaux partenaires	Non	Chargé de Programme
Opérationnel	Août 2016	Manque de coordination entre les différentes composantes du projet	Juin 2017	- Mise en place d'un coordonnateur de projet depuis mi-avril 2017 - Mécanisme de réunions régulières entre le coordonnateur, les cinq agences et la partie nationale	Non	Chargé de Programme, Coordonnateur de Projet
	Février 2017	Non disponibilité de Consultants et/ou de matériels au moment voulu entravant la performance du projet	Juin 2017	- Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires - Appui à la divulgation des appels à offres et encouragement de candidats qualifiés à postuler - Efforts pour anticiper les recrutements et achat de matériels pour éviter les	Non	Chargé de Programme, UPM

				urgences et retards des activités	
--	--	--	--	-----------------------------------	--

B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
Retard dans le recrutement du personnel de projet	Octobre 2016	Longues procédures de recrutement du personnel. Arrivée de la Spécialiste en février 2017, recrutement de Coordinateur de Projet et de l'AAF seulement finalisé en mars 2017 (début prévu pour avril 2017)	Juin 2017	Appui intérimaire par un AAF assigné à un autre projet. Prise en charge des activités et responsabilités de coordination inter-agences par la Spécialiste.	Oui	Chargé de Programme
Retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale	Novembre 2016	A la date actuelle, le point focal du Ministère de la Défense Nationale reste encore à être officiellement nommé, résultant dans une incertitude dans le contact avec ce ministère très important pour le projet.	Juin 2017	Correspondance avec les partenaires et le point focal non officiel dans le MDN pour encourager une nomination.	Oui	Chargé de Programme
Retard de la promulgation du décret de création du nouvel organe de planification de la RSS	Novembre 2016	Le mandat de l'organe temporaire de coordination de la RSS (CTO-RSS) était censé expirer à la fin de 2016, et un nouvel organe de coordination aurait dû être créé avec un mandat et une base	Juin 2017	Plaidoyer, encouragement et appui à la mise en place de l'organe de coordination définitif et préparation à fournir une imprégnation sur le projet dès que tel organe sera en place.	Non	Chargé de Programme
Retard de la mise en place du nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale			Juin 2017	Plaidoyer auprès de la partie nationale pour l'accélération du processus et priorisation d'autres volets d'actions pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités	Non	Chargé de Programme

Section 2. Progression des produits du CPD (Produit 1):

Project ID : 00100983 **Description :** Produit 1 Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Longue description : Le projet vise améliorer les mécanismes de dialogue entre les FDS et les populations afin de faciliter l'émergence d'espaces d'échange constructifs et les interactions entre les différentes parties prenantes.

Indicateur 1.2 : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

Baseline (2016) : 0

Cible annuelle cumulée (2017) : 5

Etat d'avancement (+ % d'avancement vers la cible annuelle) : 0

Moyens de vérification :

- Rapports des activités

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.2 Approche de proximité FDS

Produit 4.1 : Les forces de sécurité développent une « approche de proximité » de la population

Activité 4.1.1 : Dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations des femmes et de jeunes)
Une facilitation sera apportée à l'organisation des sessions de dialogue entre la société civile, les autorités locales, et les FDS, pour échanger sur les perceptions et attentes, les besoins de sécurité des populations et les rôles des forces de sécurité pour renforcer la confiance mutuelle. Une séance centrale sera organisée dans la capitale, et cinq séances supplémentaires seront organisées dans les provinces du pays.

Date de début : troisième trimestre 2017 **Date de fin :** troisième trimestre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Activité 4.1.2 : Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire

En lien avec les politiques et stratégies développées dans les résultats stratégiques 1 et 2, et basé sur les sessions de dialogue prévues à l'activité précédente, cette activité visera le développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire. Cette activité visera, entre autres, de traduire les politiques de « police/gendarmerie de proximité » en un modèle de plan concret.

Date de début : troisième trimestre 2017 Date de fin : troisième trimestre 2017 Progression jusqu'à ce jour : 0% Lancement de recrutement de consultant/e en cours (annonce prévue pour début juillet)			
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités	
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les sessions		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
Satisfaction des participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
Le plan prend en compte les conclusions et recommandations des sessions de dialogue		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
Practicabilité du modèle de plan		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
			Date : Respect des délais : Score :
			Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.3 Gestion et fonctionnement
<u>Résultat 5.1</u> : L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle
<u>Activité 5.1.1</u> : Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en œuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire
<u>Date de début</u> : janvier 2017 <u>Date de fin</u> : décembre 2018
<u>Progression jusqu'à ce jour</u> : 50% de la cible annuelle pour 2017 (25% de la cible annuelle pour 2017-2018)
<u>Résultat 5.2</u> : La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD
<u>Activité 5.2.1</u> : Assurer la communication
<u>Date de début</u> : janvier 2017 <u>Date de fin</u> : décembre 2018
<u>Progression jusqu'à ce jour</u> : 50% de la cible annuelle pour 2017 (25% de la cible annuelle pour 2017-2018)

Handwritten signature and initials in blue ink.

Activité 5.2.2 : Assurer le suivi et l'évaluation
Date de début : janvier 2017 **Date de fin : décembre 2018**
Progression jusqu'à ce jour : 50% de la cible annuelle pour 2017 (25% de la cible annuelle pour 2017-2018)

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Personnel de projet recruté et opérationnel		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	
Communication sur les activités et le projet		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	
Suivi des activités et de l'avancement du projet		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Section 2. Progression des produits du CPD (Produit 2):

Project ID : 00102851 Description : Produit 2 Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Longue description : La redevabilité des forces de sécurité doit s'accompagner au rehaussement des standards éthiques et des capacités de dialogue, et de service à la population, des éléments fondamentaux en vue de gagner la confiance de la population.

Le renforcement des capacités des FDS aura une place centrale, avec la mise en œuvre des actions de sensibilisation et renforcement des capacités des FDS déjà opérationnelles.

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

Indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

Baseline (2016) : 0

Cible annuelle cumulée (2017) : 2

Etat d'avancement (+ % d'avancement vers la cible annuelle) : 1 (50%)

Moyens de vérification :

- Rapports des activités

Indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

Baseline (2016) : 0

Cible annuelle cumulée (2017) : 1

Etat d'avancement (+ % d'avancement vers la cible annuelle) : 0

Moyens de vérification :

- Rapports des ateliers de renforcement de capacité et des activités

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.1 Soutien au processus RSS

Produit 1.1 Le processus de réforme du secteur de la sécurité dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés

Activité 1.1.1 Appui au CTO-RSS (ou son successeur)

Pour atteindre un pilotage professionnel du processus de la RSS et dans les normes identifiées par le Cadre de RSS de l'Union Africaine, un soutien technique et matériel est prévu pour l'organe national de coordination. Il est prévu à ce que cet organe soit fonctionnel, à travers la mise à dispositions de moyens et le transfert de compétences pour mettre efficacement en œuvre le processus.

- Renforcement de capacités

- Dotation de matériels

- Visite d'échange à Madagascar

Date de début : février 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 70 %

- Appui technique à la consolidation des plans stratégique et opérationnels de la RSS effectué de décembre 2016 à mars 2017

- Participation et appui technique à l'atelier de finalisation des plans stratégiques du 6-7 avril 2017 à Antsirabe
- Organisation de l'atelier de planification de la nouvelle structure de coordination de la RSS effectué le 6-10 juin 2017 à Antsirabe
- Matériels informatiques et de bureau pour la nouvelle structure de coordination achetés et prêts pour livraison lors de la création et mise en place

Activité 1.1.2 Plaidoyer pour une appropriation efficace de la RSS par les Gouvernants

Conjointement avec l'Union Africaine, qui a le leadership politique en matière de RSS, des sensibilisations aux parties prenantes seront facilitées, sur les bénéfices de la RSS ainsi que le rôle que chaque acteur devrait/pour jouer pour soutenir le processus. Cela permettra de renforcer la légitimité et la durabilité du processus. Cette activité visera à moyen terme à ce que les besoins identifiés pour la RSS soient reflétés de manière réaliste dans la Loi des Finances.

- Elaboration d'une stratégie de communication
- Ateliers de sensibilisation
- Matériels de sensibilisation

Date de début : mars 2017

Date de fin : août 2017

Progression jusqu'à ce jour : 10 %

- Recrutement de consultant effectué, début de consultation prévu pour mi-juillet 2017

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Praticabilité de la stratégie de communication		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Disponibilité et pertinence des matériels fournis		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Score :	Score :	Score :
---------	---------	---------

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.2 Vision nationale de sécurité

Produit 1.2. Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS

Activité 1.2.1 Revoir les besoins de sécurité du pays

Cette activité va s'appuyer sur les consultations déjà menées dans les 22 régions par le Comité Technique d'Organisation du séminaire national sur la RSS (CTO-RSS) en 2015, et qui ont déjà pu déblayer le terrain quant aux préoccupations significatives en matière de sécurité des populations interrogées. Là où il sera nécessaire, ces études seront étayées afin de pouvoir récolter les informations nécessaires pour développer les plans opérationnels. Cette formulation participative permettra de développer, dans une seconde phase, une vision nationale de sécurité à volonté représentative des préoccupations des citoyens et de l'Etat.

Date de début : mars 2017 Date de fin : juillet 2017

Progression jusqu'à ce jour : 60%

- Etude sur les besoins de sécurité en cours depuis mi-juin 2017 (consultations au niveau central en cours, consultations en province et atelier de restitution prévus pour juillet)

Activité 1.2.3 Evaluation et analyse de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils

La législation ainsi que les procédures en matière de gestion des stocks d'armes et de munitions par les FDS seront étudiées. En outre, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu sera aussi réalisée.

- Evaluation et analyse
- Enquête

Date de début : mars 2017 Date de fin : novembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 40%

- Mission de spécialiste du siège en normes internationales de contrôle d'armes effectué en mai-juin 2017, y compris des consultations au niveau central et dans le Sud, et un atelier de restitution à Antananarivo le 8 juin 2017. Finalisation du rapport de l'évaluation en cours (prévu pour fin juillet)
- Recrutement de cabinet chargé de mener une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu effectué, début de consultation prévu pour août

Activité 1.2.4 Harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire

Actuellement il y a des textes de lois qui comprennent des dispositions portant sur des mécanismes de sécurité communautaires ; cependant ils ne sont pas bien connus et la cohérence n'est pas toujours évidente. Pour cela il s'avère nécessaire une évaluation et harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire

en vigueur. Cette activité va alimenter l'élaboration de la vision nationale de sécurité et constitue également un préalable au développement d'un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre prévu dans le cadre du produit 4.1.

Date de début : mars 2017 Date de fin : septembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 5%

- Recrutement de consultant/e chargé de mener l'évaluation des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire en cours (début de consultation prévu pour août)

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Prise en compte de tous les acteurs et parties prenantes dans la préparation des activités		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus participatif et consultatif, le résultat est validé par les parties prenantes		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Conclusions et recommandations sont prises en compte		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.3 Genre dans plan opérationnel

Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés

Activité 1.3.1 Appuyer la réforme des critères de recrutement

Revoir les critères d'entraînement physique spécifique aux femmes, les critères de taille minimum, proposer des exercices physiques conçus/prévus pour les femmes. Développer des politiques de ressources humaines respectueuses de la famille.

- Révision des critères
- Campagne médiatique

Date de début : juin 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Activité 1.3.3 Développer des lignes directrices relatives aux infrastructures et réhabiliter une infrastructure pilote

Revoir les plans/types pour leur donner un caractère « généré » des différentes infrastructures : bâtiments administratifs, casernes et commissariats de police, des différents corps armés, prenant en compte des critères respectant des besoins des femmes. Ensuite, une infrastructure pilote (à identifier) sera réhabilitée afin de la rendre sensible au genre et en ligne avec les exigences spécifiques des femmes officiers.

Date de début : septembre 2017 Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Prise en compte de tous les acteurs et parties prenantes dans la préparation des activités		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus participatif et consultatif, le résultat est validé par les parties prenantes		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Conclusions et recommandations sont prises en compte		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.4 Sensibilisation FDS

Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité

Activité 3.2.1 Renforcement des capacités des parlementaires et du personnel de l'Assemblée nationale et du Sénat sur la RSS

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance

du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

Date de début : avril 2017

Date de fin : juin 2017

Progression jusqu'à ce jour : 5 %

- Première réunion avec le président et membres de la Commission de Sécurité Nationale et le président et membres de la Commission de Défense et Sécurité Publique du Sénat pour discuter l'approche

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.5 Gestion stocks d'armes

Produit 2.4 Les FDS gèrent plus efficacement leurs stocks d'armes

Activité 2.4.3 Mettre à jour les procédures de gestion de stocks d'armes des FDS

Une évaluation de la législation et des procédures opérationnelles en matière de gestion des stocks d'armes et une enquête sur les armes légères, permettront d'appuyer la mise à jour des textes et des instructions opérationnelles sur la gestion des stocks d'armes et la sensibilisation des forces de sécurité relatives au contrôle des armes et aux nouvelles procédures.

Date de début : juin 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Activité 2.4. Fournir les moyens techniques et les compétences pour un marquage et un enregistrement d'armes selon les standards internationaux (volet traçabilité

et marquage)

Une série d'activités seront menées afin d'améliorer le contrôle de la circulation d'armes, notamment l'achat de machines pour le marquage et des formations sur les nouveaux équipements. Dans cette même visée, un modèle de mise à jour et d'informatisation des registres des armes et munitions sera développé et piloté ; et des synergies/intégration des registres existants seront effectuées.

Date de début : septembre 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Disponibilité et pertinence des matériels fournis		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :



Stéphanie MARTIN
Chargée du Volet RSS, PNUD

Date : 21 juillet 2017

a.i. R.H.

Marie DIMOND
DRRP, PNUD
Deleau Razafimanantsoa
ARR Gouvernance

Date : 27 JUIL 2017

